



Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques

Région Pays de la Loire

Notice d'information du territoire « AAC de Val Saint Martin » Campagne 2025

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- Accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- Maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées sur le territoire « AAC de Val Saint Martin » au titre de la campagne PAC 2025. **Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.**

En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sous Télépac¹.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de la PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

¹ <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

1 CONTACTS

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice du territoire :

Atlantic'eau

7 chemin du Pressoir Chênaie

44105 Nantes

Nicolas CHAUVIRE

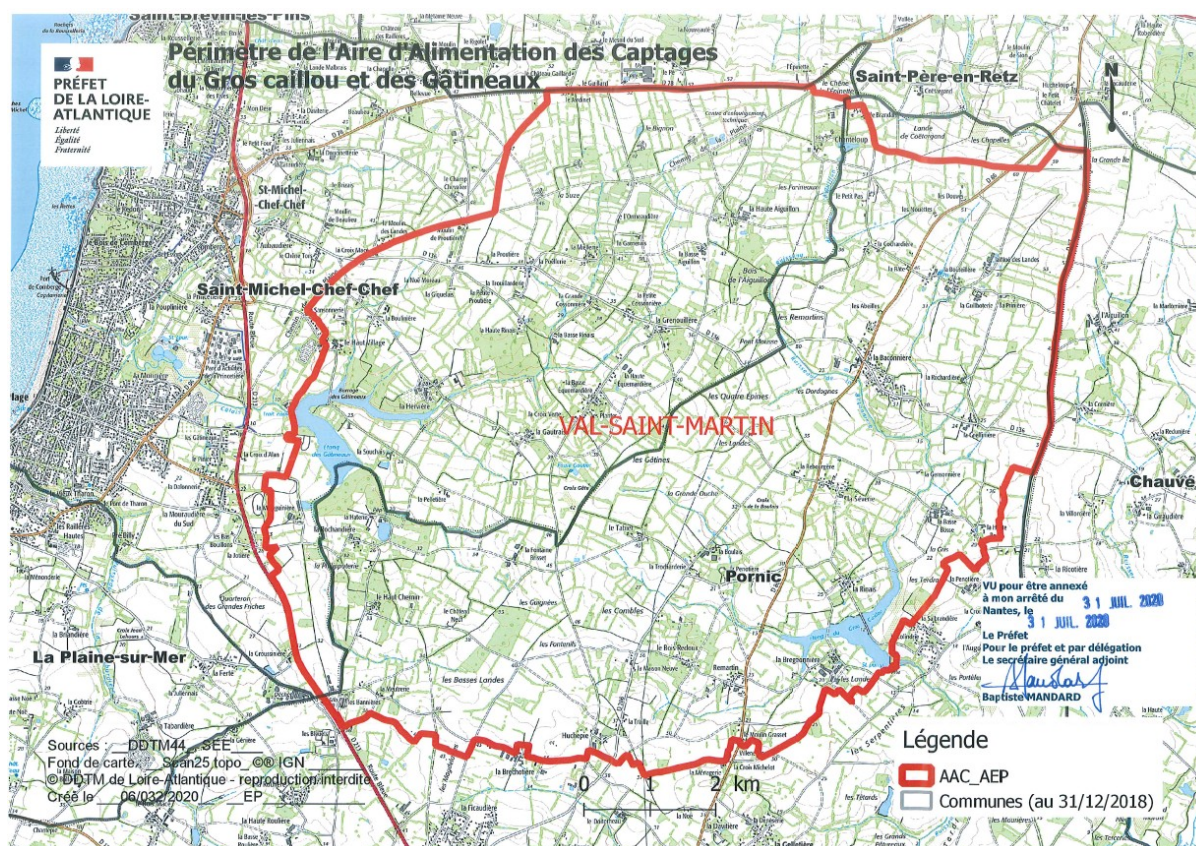
nicolas.chauvire@atlantic-eau.fr

2 PÉRIMÈTRE DU TERRITOIRE « AAC DE VAL SAINT MARTIN » ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX MAEC

Le territoire concerné est l'AAC de Val Saint Martin qui concerne 2 communes : Saint Michel Chef Chef et Pornic. La surface de l'AAC est de 3 090 ha.

L'eau est captée dans les étangs des Gâtineaux et du Gros Caillou et provient donc des ruisseaux circulant dans ces bassins versants.

Ces territoires se caractérisent par un sous-sol schisteux imperméable sur lesquels prennent appui des sols peu profonds. Les transferts sont alors extrêmement rapides entre l'amont des bassins versants et les étangs, quelques heures en période hivernale.



En ce qui concerne les mesures « systèmes », seules les exploitations dont au moins une parcelle se situe dans le territoire la première année d'engagement sont éligibles.

En ce qui concerne les mesures « localisées », une parcelle ou un élément est éligible à la MAEC dès lors qu'au moins une partie de la surface ou de l'élément est incluse dans le territoire la première année d'engagement.

3 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Le classement « prioritaire Grenelle » de ces ressources s'est fait sur le critère pesticides, du fait de la mauvaise qualité d'alors concernant ce paramètre. Il est à noter que les eaux des étangs bénéficient d'une qualité exceptionnelle concernant le paramètre nitrates.

Les caractéristiques de ce territoire lui confèrent une grande vulnérabilité, mais également une excellente réactivité quand des actions sont menées vis-à-vis des pollutions par les pesticides.

Ce territoire est historiquement bocager, dédié à l'élevage. Le bassin versant des Gâtineaux a gardé ce caractère de manière plus prononcé que le bassin versant du Gros Caillou, du fait notamment d'un remembrement sur la partie Pornic vers 2008.

L'AAC compte 2 185 ha de SAU. Environ 40 exploitations sont présente sur ce territoire. Elles sont concernées par quelques parcelles jusqu'à l'entièreté de la SAU de l'exploitation.

L'assolement du territoire est composé, en 2021, à 50 % de prairies dont 30 % de prairies temporaires qui rentrent dans la rotation. Les céréales représentent 19 % de la SAU du territoire, en hausse par rapport aux années précédentes. Le maïs (grains et ensilage) couvre 17% de la SAU, les autres cultures ont des surfaces bien plus réduites (2 % pour le colza ou le tournesol par exemple). Avec seulement 20 % de prairies permanentes, on peut considérer que plus de 80% de la SAU rentre très régulièrement en rotation sur ce territoire.

L'usage de pesticides, particulièrement sur grandes cultures, peut entraîner une contamination du milieu aquatique alimentant les étangs des Gâtineaux et du Gros Caillou.

4 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

Le cahier des charges de chaque MAEC intègre :

- une obligation de réaliser avant l'engagement un diagnostic agroenvironnemental de l'exploitation (avec un plan de gestion pour certaines MAEC) ;
- une obligation de réaliser une formation au cours des 2 premières années d'engagement dans la mesure (voir partie 7).

Deux types de mesures sont proposés :

- Des **mesures « systèmes »** pour lesquelles l'exploitant doit obligatoirement demander à engager au moins 90 % des surfaces éligibles à la MAEC de son exploitation ;
- Des **mesures localisées** qui peuvent être mises en œuvre sur certaines parcelles de l'exploitation et permettent de répondre à des enjeux plus spécifiques et localisés (biodiversité notamment).

Liste des MAEC proposées :

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Type de mesure	Objectifs de la mesure	Montant en €/ha/an	Niveau de plafond
Prairies temporaires	PY_VSMA_CPRA	Localisée	Limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces.	358 €	Niv 3 12 000 €
Terres arables	PY_VSMA_	Système	Améliorer l'autonomie	121 €	Niv 1

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Type de mesure	Objectifs de la mesure	Montant en €/ha/an	Niveau de plafond
et prairies des éleveurs	HBV1		fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces.		Evolution : 8 000 € Maintien : 6 000 €
Terres arables et prairies des éleveurs	PY_VSMA_HBV2	Système	Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces.	177 €	Niv 2 Evolution : 10 000 € Maintien : 7 000 €
Terres arables et prairies des éleveurs	PY_VSMA_HBV3	Système	Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et limiter l'érosion et le transfert des herbicides et des nitrates dans les eaux de surfaces.	233 €	Niv 3 Evolution : 12 000 € Maintien : 8 000 €
Terres arables des exploitations ayant moins de 10 UGB	PY_VSMA_PHY1	Système	Limiter la contamination des eaux de surfaces par des herbicides.	122 €	Niv 1 8 000 €
Terres arables des exploitations ayant moins de 10 UGB	PY_VSMA_PHY2	Système	Limiter la contamination des eaux de surfaces par des herbicides.	143 €	Niv 2 10 000 €
Terres arables des exploitations ayant moins de 10 UGB	PY_VSMA_PHY3	Système	Limiter la contamination des eaux de surfaces par des herbicides.	281 €	Niv 3 12 000 €

Pour les MAEC « Herbivores », la progression du taux d'herbe est prise en compte pour la définition du plafond par exploitation :

- le dossier est considéré en « maintien » si le taux d'herbe à l'entrée (pour la campagne N-1 ou la campagne N) est supérieur ou égal au taux d'herbe à atteindre en année 3 ;
- le dossier est considéré en « évolution » si le taux d'herbe à l'entrée (pour la campagne N-1 et la campagne N) est inférieur au taux d'herbe à atteindre en année 3.

Les MAEC sont cofinancées par des crédits européens (FEADER) et nationaux (MASA, AELB).
Les modalités de financement envisagées pour les MAEC 2025 en Pays de la Loire sont les suivantes :

Financier	Part prévue dans le financement des mesures
-----------	---

Crédits européens (FEADER)	80%
Crédits nationaux (MASA, AELB)	20%

Cette notice d'information du territoire « AAC de Val Saint Martin » est complétée par les notices spécifiques à chacune de ces mesures, incluant les cahiers des charges à respecter. L'ensemble de ces notices est mis à disposition sur le site internet de la DRAAF des Pays de la Loire.

5 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de l'engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des financeurs présentés dans le tableau ci-dessus. Les plafonds sont précisés dans la notice spécifique de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, la demande devra être modifiée.

6 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Les critères de priorisation permettent de classer les demandes d'aide lorsque le nombre de demandeurs éligibles est supérieur aux capacités de financement. Dans ce cas, les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères définis.

Pour les dossiers des PAEC à enjeu Eau, une priorisation des PAEC est établie au niveau régional. Le PAEC PY_VSMA est classé en priorité 1 du fait de la présence dans le territoire d'AAC prioritaires.

Si le budget n'est pas suffisant pour engager tous les dossiers de ce PAEC, les dossiers sont priorisés selon le type de MAEC engagée :

Priorité	Code mesure
A	HBV3 « Evolution »
B	HBV2 « Evolution »
C	HBV1 « Evolution »
D	Eau : COV1 à COV6, FER3 à FER6, PHY1 à PHY6, ARB1, VIT1 Sol : SDC1 et SDC2 Biodiversité : CPRA, IAE1, MHU1, MHU2
E	HBV3 « Maintien »
F	HBV2 « Maintien »
G	HBV1 « Maintien »

Si une priorisation est nécessaire dans une catégorie ci-dessus, elle sera établie selon le taux d'herbe dans la SAU en 2025 : plus ce taux d'herbe est élevé plus le dossier est prioritaire.

7 LISTE DES FORMATIONS PROPOSÉES

Le cahier des charges de chaque MAEC intègre une obligation de réaliser une formation au cours des 2 premières années d'engagement dans la mesure. Cette formation devra être en lien avec les mesures engagées par l'exploitation et les enjeux du territoire. Les formations proposées sur le territoire sont listées ci-après. Cette liste pourra évoluer. Pour plus d'informations, contacter la structure animatrice du territoire.

Thématique	Format			Encadrant	Mesure(s) concernée(s)
Construire et consolider son Système Herbager Pâturant Autonome et Econome	Formation théorique et technique	Collectif	Théorique + terrain	CIVAM	MAEC Biodiversité - Création de prairies
Faire vieillir ses prairies graminées-légumineuses	Formation théorique et technique	Collectif	Théorique + terrain	CIVAM	MAEC Climat - Bien-être animal - Autonomie fourragère
Améliorer la conduite de ses prairies en élevage de ruminants	Formation théorique et technique	Collectif et individuel	Théorique + terrain	Chambre d'Agriculture des Pays de la Loire	MAEC Climat - Bien-être animal - Autonomie fourragère
Réduire les phytos avec les méthodes alternatives	Formation théorique et technique	Collectif et individuel	Théorique + terrain	Chambre d'Agriculture des Pays de la Loire	MAEC Climat - Bien-être animal - Autonomie fourragère / MAEC Eau - Réduction des pesticides - Grandes cultures - Niveau 1, 2, 3

8 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager dans une MAEC en 2025, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2025 lors de votre déclaration PAC dans Télépac :

- En cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- En dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC², en précisant le code de la mesure demandée ;

Pour les exploitations ayant des engagements en cours dans la **programmation 2015-2022**, il convient de le déclarer dans le formulaire de demande d'aide.

Pour les mesures présentant des exigences liées aux effectifs animaux (nombre d'UGB, chargement...), vous devez déclarer les effectifs animaux autres que bovins dans l'écran correspondant sur Télépac, afin que la DDT(M) soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

² Disponible sur Télépac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>